

## Evénement



© Stéphane Lagoutte / MXXOP pour Challenges

**LAURENT BERGER**, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA CFDT

### « *Macron doit changer de méthode* »

**L**aurent Berger, leader de la CFDT, se sent lâché par Emmanuel Macron, qui ne l'associe pas à ses réformes, et très éloigné des autres grands syndicats (FO, CGT) qui se radicalisent. Entretien exclusif.

**Challenges.** Le climat social est de plus en plus tendu. Comment l'expliquez-vous ?

**Laurent Berger.** Quand on porte, comme la CFDT, un syndicalisme qui regarde la réalité en face, qui construit des propositions pour faire émerger des compromis, il faut des interlocuteurs. Le patronat, notamment le Medef, est absent à cause de l'élection de son président et il s'est réfugié dans le pur lobbying. De son côté, le chef de l'Etat se révèle très étatiste. Dans sa vision, toute transformation doit s'opérer par l'Etat. Il affirme vouloir

discuter des réformes mais, par sa méthode, il suscite plus d'oppositions que de propositions. Pour la CFDT, ce n'est pas une période facile. Car nous vivons un moment d'hystérisation du débat, qui profite à ceux qui utilisent des caricatures et discours simplistes.

**Sur la réforme de la SNCF, sentez-vous une ouverture ?**

L'exécutif ne veut pas changer le cadre de la réforme, dont nous contestons la vision. Elle a stigmatisé les cheminots en les faisant passer pour des privilégiés et des incompetents. Et elle a mélangé le cadre social avec l'organisation ferroviaire, alors qu'il aurait fallu dissocier les deux et prendre le temps de la discussion. Mais nous avons senti que le Premier ministre et la ministre étaient ouverts à des précisions sur les droits des cheminots et l'organisation ferroviaire. ►►►



**« Il faut absolument qu'Emmanuel Macron écoute les syndicats réformistes, qui ont des idées, mais aussi les associations. »**

Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT.

►►► La CFDT a dit chiche, en proposant 42 amendements au projet de loi.

**A Air France, vous vous êtes fortement engagé pour le oui au référendum. Pourquoi un tel échec ?**

**Laurent Berger.** Nous n'avons pas souhaité ce référendum. Mais une fois lancé, nous avons assumé notre vision. A chaque fois que l'on ne construit pas des compromis intelligents avec les employeurs, que le débat est confisqué par du corporatisme, on en arrive à une forme de ras-le-bol des salariés. Un syndicat corporatiste, le SNPL, a réussi à instrumentaliser un certain mal-être dans cette entreprise, soumise à une vive concurrence. Mais avec l'appel au non, porté par dix syndicats, qu'ont obtenu les salariés ? Rien. Ils vont perdre les augmentations salariales que nous avons obtenues, ainsi que la participation et l'intéressement.

**Toutefois, il y a un décalage entre la position pragmatique de la CFDT à Air France mais bien plus contestataire à la SNCF...**

C'est faux. Ce sont deux entreprises différentes. Pourquoi les mettez-vous dans le même sac ? On ne peut pas comparer la situation d'une entreprise qui va s'ouvrir à la concurrence avec une autre qui la subit

déjà de façon féroce. Et on ne peut pas comparer la situation des conducteurs de la SNCF avec celle des pilotes d'Air France. Dans les deux cas, la CFDT regarde la réalité en face. Mais quand on n'arrive pas à se faire entendre, on peut aussi appeler à la mobilisation et à la grève. On l'a fait notamment pour les Ehpad et les plans sociaux à Carrefour et Vivarte.

**Que devrait faire le président pour apaiser le climat social ?**

Changer de méthode. Lancer une réforme, cela ne vaut pas transformation de notre société. Le plus important, c'est que ces réformes fassent reculer le chômage et la pauvreté. Or on ne les réussit pas si on n'entraîne pas les forces vives du pays. Vouloir écraser les corps intermédiaires, c'est un vrai risque. On ne reformera pas le ferroviaire si on méprise les cheminots. Et on ne fera pas une réforme de la formation sans les syndicats et le patronat. Le sort de Matteo Renzi en Italie devrait faire réfléchir le président : président du Conseil, Renzi n'a pas voulu construire avec les syndicats. Il a lancé sa transformation seul. Mais, au moment du bilan, il était tout aussi seul, avant son échec cuisant aux dernières élections.

**Emmanuel Macron vous avait averti pendant la campagne : les syndicats font trop de politique...**

La conception du président, c'est que les organisations syndicales n'ont pas à se préoccuper de l'intérêt général. Ce n'est pas la nôtre et nous lui avons dit. Nous sommes pour renforcer le dialogue social dans l'entreprise, mais encore faut-il s'en donner les moyens. Les ordonnances de la loi travail ont fusionné les institutions représentatives du personnel, en créant un comité social et économique (CSE). Sur le terrain, nous constatons que sa mise en place est très préoccupante. Soit les entreprises repoussent les délais des élections professionnelles car elles jugent le dispositif trop complexe, soit elles appliquent à minima la loi, qui acte une forte baisse du nombre d'élus. Alors que le renforcement des syndicats est essentiel : demandez aux directions de Renault, de Michelin ou de Carrefour si elles préfèrent agir sans ou avec des organisations pragmatiques.

**Etes-vous inquiet de la radicalisation de FO depuis l'élection de Pascal Pavageau ?**

Attendons avant de juger. Il y a les effets de tribune dans les congrès et la réalité... Si les syndicats veulent survivre, ils doivent constituer une force de proposition. La CGT a choisi un syndicalisme de contestation. Quel chemin va choisir FO ? On ne le sait pas encore. Une chose est sûre : le syndicalisme n'a d'avenir que s'il fait la démonstration de son utilité.

**Au bout d'un an, considérez-vous que la politique d'Emmanuel Macron est trop libérale et pas assez sociale ?**

Notre pays est en tension. L'action du président n'a pas servi tous les Français. Il a allégé l'impôt des plus riches mais taillé dans les emplois aidés qui bénéficient aux plus démunis. D'ailleurs, certains parlementaires LREM prennent conscience que sa politique est déséquilibrée, qu'il lui manque un volet social. Il faut absolument qu'Emmanuel Macron écoute les syndicats réformistes, qui ont des idées, mais aussi les associations, par exemple celles qui luttent contre la pauvreté. Ce pouvoir doit arrêter de donner le sentiment qu'il sait tout sur tout.

**Propos recueillis par Thierry Fabre et Florian Fayolle**

© Stéphanie Lagoutte / M.Y.O.P. pour Challenges